Renseignement ouvert par la radio

N° 1167 le 14 février 2021

Dans ce numéro

Le Polisario annonce avoir abattu trois militaires marocains... (Page 2)

La Colombie annonce la constitution prochaine d'un commando d'élite destiné à lutter contre le narco-terrorisme... (Page 3)

L'efficacité du partenariat avec les services marocains soulignée par le FBI et la CIA... (Page 4)

Collision entre un sousmarin des Forces maritimes d'autodéfense japonaises et un navire de commerce...

(Page 5)

L'armée pakistanaise a procédé à un tir d'essai du missile de croisière balistique *Babur-1A*... (*Page 6*)

En Ukraine, arrestation de plusieurs personnes soupçonnées d'être liées à des cyberattaques ayant visé des sites français... (Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

 Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Sénégal, démantèlement d'une cellule terroriste liée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans...

Les autorités sénégalaises ont démantelé fin janvier une cellule de soutien au groupe djihadiste du prédicateur malien Amadou Koufa. Selon le quotidien Libération, cette cellule composée de quatre hommes a été interpellée dans la petite ville frontalière de Kidira, dans l'est du pays. Il s'agit, selon le journal, d'un boutiquier placé sous surveillance depuis deux ans, dont le numéro de téléphone figurait dans un groupe WhatsApp lié à la katiba Macina du prédicateur malien Amadou Koufa. Cette unité baptisée Front de libération du Macina est apparue dans le centre du Mali en 2015. Elle est l'une des composantes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, plus grande alliance djihadiste affiliée à Al-Qaïda. Des images de propagande des djihadistes ont été retrouvées sur les téléphones saisis chez le boutiquier qui aurait, en outre, hébergé en 2020 l'un des trésoriers de la katiba Macina. Un autre habitant de Kidira, lui aussi commerçant, aurait également aidé des Sénégalais à rejoindre le groupe djihadiste avec deux complices qui ont également été interpellés. Les quatre hommes ont été mis à la disposition du procureur à Dakar qui a ouvert une information judiciaire pour association de malfaiteurs, apologie du terrorisme et actes d'appui au terrorisme, précise le quotidien.

(La voix de l'Amérique, le 09-02-2021)

Augmentation des attaques informatiques ciblant les établissements de santé...

Les attaques de cybersécurité ciblant les organisations médicales en pleine pandémie de coronavirus ont augmenté dans le monde entier et, depuis le début du mois de novembre, elles sont en hausse de 45%, a déclaré Check Point Software Technologies dans un nouveau rapport. Le nombre moyen d'attaques hebdomadaires dans le secteur de la santé était de 626 en novembre, contre 430 en octobre. En Israël, la cybercriminalité contre les institutions médicales a augmenté de 25% avec 813 attaques par semaine depuis novembre, contre une moyenne de 652 attaques par semaine auparavant, selon le rapport. L'Europe centrale arrive en tête de liste des régions touchées par le pic d'attaques contre les établissements de santé, avec une augmentation de 145% en novembre, suivie de l'Asie de l'Est, qui a subi une augmentation de 137%, et de l'Amérique latine avec 112%. L'Europe et l'Amérique du Nord ont enregistré des augmentations respectives de 67% et 37%. Le Canada a connu l'augmentation la plus spectaculaire avec plus de 250% d'attaques supplémentaires, suivi de l'Allemagne avec 220%. L'Espagne a quant à elle vu le nombre d'attaques doubler, selon le rapport. La pandémie de coronavirus a considérablement affecté le paysage de la cybersécurité, selon une société israélienne de cybersécurité, avec une augmentation sans précédent des « cyber-exploits » cherchant à compromettre les données personnelles, propager des logiciels malveillants et dérober des fonds.

(124News, le 10-02-2021)

... TERRORISME ...

Une cellule terroriste impliquée dans l'assassinat d'employés gouvernementaux démantelée par les services de renseignement afghans...

En Afghanistan, cinq employés du gouvernement ont été tués dans deux attaques séparées à Kaboul, selon la police. Des attaques survenues alors que les services de renseignement ont déclaré avoir arrêté une cellule terroriste impliquée dans ce genre d'assassinat. Des individus armés ont ouvert le feu dans le centre de Kaboul sur un véhicule transportant des employés du ministère de la Réhabilitation et du Développement rural alors qu'ils allaient travailler dans une province voisine. (Deutsche Welle, le 09-02-2021)

Le Polisario annonce avoir abattu trois militaires marocains...

Les indépendantistes du Front Polisario ont affirmé mardi avoir tué trois militaires marocains, la veille, lors d'une attaque dans la région de Ouarkziz, dans le sud du Maroc, à proximité du territoire disputé du Sahara Occidental. Le Polisario se dit en état de guerre de légitime défense depuis que le Maroc a envoyé, le 13 novembre, des troupes dans la zone tampon de Guerguerat, dans l'extrême sud du Sahara Occidental, pour chasser un groupe de militants sahraouis qui bloquait la seule route vers la Mauritanie voisine.

(La voix de l'Amérique, le 10-02-2021)

Plusieurs casques bleus blessés lors de l'attaque d'un camp de la MINUSMA dans le centre du Mali...

Vingt-huit casques bleus togolais ont été blessés mercredi dans le centre du Mali lors d'une attaque qualifiée de complexe contre leur camp, dans un secteur en proie à une activité djihadiste accrue. Les casques bleus participaient à une des nombreuses opérations menées depuis plusieurs mois par la MINUSMA dans le centre du Mali pour réduire les violences contre les civils, apaiser les tensions communautaires et diminuer la menace des engins explosifs improvisés, a dit la MINUSMA. « Ces opérations dérangent les ennemis de la paix » a déclaré pour sa part le chef de la MINUSMA, Mahamat Saleh Annadif, qui a condamné fermement cette attaque qu'il a qualifiée de lâche, contre les soldats de la paix.

(La voix de l'Amérique, le 11-02-2021)

Au moins deux civils tués lors de l'attaque d'un village du nord du Burkina Faso...

Au moins deux personnes ont été tuées mercredi lors de l'attaque d'une localité du nord du Burkina Faso, en proie à des violences djihadistes récurrentes, a appris l'AFP jeudi auprès de sources sécuritaire et locale. « Plusieurs individus armés ont attaqué hier mercredi, aux environs de 20h00, le village de Kogyendé. Le bilan provisoire est de deux morts et un blessé » a déclaré à l'AFP une source sécuritaire, jointe à Kaya, chef-lieu de région. « Les victimes sont toutes des civils, dont un notable de la localité » a indiqué la même source, précisant que des opérations et des ratissages sont en cours dans la zone. « C'est le chef du village et son jeune frère qui ont été tués, le blessé est un de nos éléments » a précisé à l'AFP un responsable local des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), des supplétifs civils des forces de sécurité burkinabées dans la lutte anti-djihadiste, créée en novembre 2019. « Les assaillants ont eu le temps d'incendier des concessions avant de se replier vers le Soum, une province voisine » a souligné cette source. « Les populations qui avaient fui les différents villages en raison des attaques terroristes revenaient petit à petit, mais depuis ce matin on constate des déplacements de populations » a-t-elle ajouté. Le Burkina Faso, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques djihadistes régulières depuis 2015. Le nord du pays, limitrophe du Mali, est la zone la plus touchée par les exactions djihadistes qui ont fait plus de 1 200 morts et plus d'un million de déplacés, fuyant les zones de violences. Les régions de l'est et du sud-ouest sont également ciblées par les groupes armés. Mardi, au moins un gendarme a été tué lors d'une attaque contre un poste de gendarmerie à Ouo, localité située près de la frontière ivoirienne. (Africa Radio, le 12-02-2021)

Huit militaires somaliens tués par l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule, dans le centre du pays...

Huit soldats somaliens, dont un haut responsable des services de renseignement, ont été tués dimanche dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule, revendiquée par les islamistes radicaux shabaab. L'explosion a détruit leur véhicule militaire à la sortie de Dusamareeb, un district

situé dans le centre de la Somalie, à environ 400 kilomètres au nord de la capitale Mogadiscio. (La voix de l'Amérique, le 08-02-2021)

Plusieurs morts après l'explosion d'un véhicule piégé dans la capitale somalienne...

Au moins trois personnes ont été tuées et huit blessées samedi dans l'explosion d'une voiture piégée près d'un point de contrôle sur un axe-clé de Mogadiscio, selon un responsable sécuritaire et des témoins. « La police avait pris en chasse le véhicule après l'avoir repéré à plusieurs kilomètres de là où il a explosé » a expliqué à l'AFP Abdirahman Mohamed, un responsable des forces de sécurité. « La police a ouvert le feu sur le véhicule et l'a pris en chasse. Cela a permis à de nombreuses personnes de s'écarter de la route. Cela a vraiment limité le nombre de victimes que l'explosion était susceptible de causer » a-t-il ajouté. « D'après nos informations trois civils sont morts et huit autres sont blessés ». Des témoins ont indiqué avoir entendu des tirs et vu des véhicules s'éparpiller avant l'explosion. « L'explosion était forte » a raconté Aisha Ahmed. « J'étais dans un magasin et j'ai vu la police pourchassant un véhicule du mauvais côté de la route. Il a percuté plusieurs véhicules et des tricycles motorisés tuk-tuk avant d'exploser près du checkpoint » a-t-il poursuivi. Un autre témoin, Dahir Osman, se trouvait dans une salle de sport, proche du lieu de l'explosion. « Mais Dieu merci, nous avons entendu les tirs avant l'explosion. Et cela a mis en alerte beaucoup de gens, dont moi-même, et nous avons fui la zone pour nous mettre à couvert » a-t-il indiqué à l'AFP. Mogadiscio est régulièrement le théâtre d'attaques des islamistes radicaux shabaab qui mènent depuis des années une insurrection visant à renverser le fragile gouvernement somalien, soutenu à bouts de bras par la communauté internationale. Ils ont été chassés de Mogadiscio en 2011, mais contrôle de larges portions de territoire en Somalie, pays qui a sombré dans le chaos depuis 1991. (Africa Radio, le 13-02-2021)

En Casamance, trois bases rebelles auraient été reprises par l'armée sénégalaise...

L'armée sénégalaise a indiqué mardi avoir pris trois bases des rebelles en Casamance dans le sud du pays et récupéré des armes lors d'une offensive lancée fin janvier après des mois d'accalmie dans ce conflit ancien, mené selon elle avec le soutien de la Guinée Bissau voisine. L'armée sénégalaise n'a fourni aucune indication sur les pertes de part et d'autre et aucune évaluation du bilan humain n'est disponible par ailleurs de source indépendante. Les officiers sénégalais ont admis que les rebelles disposaient d'autres bases dans la région.

(La voix de l'Amérique, le 10-02-2021)

Publication du premier bilan humain des opérations militaires sénégalaises en Casamance...

« Un seul soldat a été blessé dans les opérations de l'armée sénégalaise contre la rébellion en Casamance, dans le sud du pays » a annoncé jeudi soir un communiqué officiel. « Cet incident est survenu le 3 février lorsqu'un militaire a reçu un éclat qui lui a causé une légère blessure au bras lors de heurts entre des soldats et des rebelles près de la Guinée-Bissau voisine » a précisé l'armée dans ce communiqué. C'est le premier bilan humain officiel des opérations de sécurisation entamées le 26 janvier par l'armée en Casamance et toujours en cours. Ces opérations ont été déclenchées, selon elle, après des exactions des rebelles contre des civils. Elles visent également à détruire des champs de chanvre indien attribués à la rébellion dont au moins trois bases ont été reprises, selon l'armée sénégalaise. L'armée a réfuté les « fausses allégations sur un site de propagande » faisant état de sept militaires sénégalais tués dans une embuscade près de la Gambie. Le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), qui lutte depuis 1982 pour l'indépendance de cette région, a annoncé jeudi sur son site d'information la mort samedi de sept militaires sénégalais dans une embuscade près de la Gambie. (Africa Radio, le 12-02-2021)

La Colombie annonce la constitution prochaine d'un commando d'élite destiné à lutter contre le narco-terrorisme...

Le président colombien veut frapper fort contre les narcotrafiquants. Ivan Duque a annoncé la constitution d'un commando d'élite spécial pour lutter contre le narco-terrorisme, mais aussi contre les guérilleros dissidents des anciennes FARC ou de l'ELN, qu'il accuse d'être pilotés par le Venezuela. C'est une sorte de nouvelle déclaration de guerre du gouvernement d'Ivan Duque contre les dissidents de l'ex-guérilla des FARC, les guérilleros de l'ELN et tous les groupes armés colombiens en général, que le président accuse de se livrer au trafic de drogue. Avec cette force d'élite qui sera lancée le

26 février prochain et devrait rentrer en action au mois de mai, le président Ivan Duque a assuré que son but est de frapper les chefs du narco-terrorisme afin qu'ils soient capturés ou abattus. Il vise notamment d'ex-commandants des FARC comme Ivan Marquez et Jesus Santrich qui sont retournés dans la clandestinité il y a environ deux ans, estimant que le gouvernement ne mettait pas en œuvre l'accord de paix historique qu'ils avaient signé en 2016 et affirmant se sentir en danger. Mais aussi des membres de l'Armée de libération nationale, l'ELN, l'autre grande guérilla du pays avec laquelle le gouvernement a rompu tout pourparler de paix ; ou encore les intégrants du Clan del Golfo, un puissant cartel de drogue issu des groupes paramilitaires des années 2000. Le président colombien n'a pas précisé le nombre de militaires qui intégreraient ce nouveau commando spécialisé, ni comment il opérerait, sachant que le gouvernement accuse depuis longtemps le Venezuela de protéger les chefs dissidents des FARC ou ceux de l'ELN.

(Radio Vatican, le 09-02-2021)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Expulsion de diplomates russes dans trois pays de l'Union européenne...

Signe des tensions croissantes entre l'Union européenne et la Russie, l'Allemagne, la Suède et la Pologne ont expulsé chacune un diplomate russe en réponse au geste similaire de Moscou la semaine dernière. Le Kremlin a en effet expulsé des diplomates européens qui auraient participé à des manifestations en faveur d'Alexei Navalny. Des mesures annoncées alors même que le chef de la diplomatie de l'UE était en visite en Russie.

(Radio Vatican, le 09-02-2021)

L'efficacité du partenariat avec les services marocains soulignée par le FBI et la CIA...

Les deux agences américaines de renseignement, la CIA et le FBI, saluent le niveau de coopération et l'efficacité du partenariat avec leurs homologues marocains. Le FBI souligne notamment l'aide précieuse apportée par la DGST dans l'enquête sur un soldat américain lié à Daesh qui projetait un attentat contre l'armée américaine.

(Médi-1, le 10-02-2021)

... MILITAIRE ...

L'armée nord-coréenne appelée à participer activement au développement économique du pays...

La Corée du Nord a appelé son armée à participer activement au développement économique du pays à l'occasion du 73e anniversaire de sa fondation, aujourd'hui. Dans son éditorial publié aujourd'hui, le Rodong Sinmun a qualifié l'Armée populaire de Corée (KPA) de patrouilleur exemplaire qui contribue à construire en première ligne une société socialiste, prônée par le Parti des travailleurs. D'après le journal officiel du parti, l'armée doit jouer un rôle pionnier dans la bataille visant à remporter une nouvelle victoire en ce sens à travers des opérations conjointes avec le peuple. Ce propos laisse paraître la volonté du leader Kim Jong-un de déployer les militaires dans le développement de l'économie locale des zones où ils sont stationnés, par exemple sur les chantiers de construction. Rappelons que le régime a eu recours massivement à son armée lors de l'opération de rétablissement des dommages causés par les dernières inondations, et dans sa lutte contre l'épidémie de Covid-19. En reconnaissance de sa contribution, il a attribué le titre de maréchal au vice-président du comité militaire du parti et au chef d'état-major de la KPA. Créée en 1948, l'Armée populaire de Corée a fêté sa fondation à la date de sa création, à savoir le 8 février, jusqu'en 1977. Dès l'année suivante, elle l'a célébrée le 25 avril, avant de faire marche arrière en 2018. Le 25 avril est la date à laquelle la guérilla anti-japonaise a vu le jour en 1932 durant la colonisation japonaise. Il est célébré comme un jour férié depuis l'an dernier.

(KBS World Radio, le 08-02-2021)

P'yongyang et Téhéran auraient repris leur collaboration en matière de développement de missiles, selon un rapport d'experts...

La Corée du Nord et l'Iran ont-ils repris leur collaboration en matière de développement de missiles ? Des informations en ce sens ont été rapportées dans un rapport d'experts hier. Téhéran nie une telle coopération. Selon le même document le régime nord-coréen viole allégrement les résolutions onusiennes en matière nucléaire.

(Radio Vatican, le 09-02-2021)

En 2020 P'yongyang aurait poursuivi le développement de ses programmes d'armement nucléaire et balistique...

La Corée du Nord a maintenu voire développé, l'an dernier aussi, ses programmes d'armement nucléaire et balistique. C'est ce qu'a rapporté hier *Reuters*, citant un diplomate onusien. L'agence de presse britannique a en effet relayé le contenu du rapport annuel rédigé par le groupe d'experts du Comité de suivi des sanctions des Nations unies imposées au pays communiste. Un rapport que le comité a présenté à son organe de tutelle, à savoir le Conseil de sécurité. Ce document précise que le régime de Kim Jong-un a produit des matériaux fissiles, entretenu des sites nucléaires et amélioré ses infrastructures de missiles balistiques, tout en cherchant à importer des matériaux et des technologies pour ses programmes. Le rapport pointe aussi le fait que P'yongyang a dévoilé en 2020 de nouveaux missiles à courte et moyenne portées, des missiles mer-sol balistiques stratégiques (MSBS) ainsi que des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), lors de plusieurs défilés militaires. Toujours selon le même compte rendu, si le royaume ermite n'a effectué aucun essai nucléaire ni balistique l'an dernier, il a annoncé préparer les tests et la production de nouvelles ogives de missile balistique et le développement de nouvelles armes atomiques tactiques.

(KBS World Radio, le 09-02-2021)

Collision entre un sous-marin des Forces maritimes d'autodéfense japonaises et un navire de commerce...

Le ministre japonais de la Défense, Kishi Nobuo, a présenté ses excuses pour la collision entre le *Souryu*, un sous-marin des Forces maritimes d'autodéfense, et un navire de commerce. La collision est survenue lundi au large du cap Ashizuri, dans la préfecture de Kochi, dans le sud-ouest de l'archipel. Trois membres de l'équipage du sous-marin ont été légèrement blessés. Le submersible a été partiellement endommagé. Devant la presse mardi, M. Kishi s'est excusé. Il a exprimé ses regrets au sujet de cet accident qui a suscité de l'inquiétude dans la population. Il a ajouté que les garde-côtes japonais enquêtaient pour déterminer la cause de la collision et que le ministère de la Défense comme les FAD coopéreront pleinement. Il a également déclaré qu'une commission d'enquête serait mise en place au sein du Bureau du personnel maritime du ministère pour examiner l'accident et empêcher qu'il ne se reproduise. Mardi également, le ministre des Transports, Akaba Kazuyoshi, a déclaré que le navire de commerce était le vraquier *Ocean Artemis*, immatriculé à Hong Kong. Il a ajouté que personne à bord n'avait été blessé. Le bateau peut naviguer sans aucun problème. (*Radio Japon international, le 09-02-2021*)

Début de l'exercice militaire conjoint turco-pakistanais Ataturk 2021 ...

L'exercice militaire turco-pakistanais *Ataturk 2021* a débuté lors d'une cérémonie organisée dans la région Tarbela, affiliée à la province pakistanaise Hayber Pahtunhva. L'office des relations publiques de l'armée pakistanaise a fait savoir que l'exercice durera trois semaines. « Cet exercice contribuera au renforcement des liens entre deux pays frères » a-t-il ajouté. Le ministère turc de la Défense nationale avait annoncé dans un communiqué publié le 4 janvier que l'exercice turco-pakistanais des commandos et forces spéciales aura lieu en février au Pakistan. Cet exercice a lieu tous les ans depuis 1998 à tour de rôle dans un des deux pays. Il est baptisé exercice *Djinnah* quand il a lieu en Turquie et exercice *Ataturk* quand il a lieu au Pakistan.

(La voix de la Turquie, le 09-02-2021)

Les troupes chinoises auraient commencé leur retrait de la zone contestée du Ladakh...

Pékin fait savoir que les troupes chinoises et indiennes ont commencé à se retirer d'une zone frontalière contestée entre les deux pays. L'Inde, elle, n'a pas encore confirmé ce retrait. Il est difficile de dire si le conflit entre les deux armées trouvera une issue dans un proche avenir. Les tensions militaires se poursuivent dans la région contestée du Ladakh depuis l'année dernière. Ce conflit qui perdure depuis 45 ans a pour la première fois été meurtrier en juin dernier. Les deux parties se sont rencontrées à plusieurs reprises pour tenter de trouver un terrain d'entente. Le ministère chinois de la Défense a annoncé que, sur la base d'un accord conclu en janvier, ses troupes en première ligne ont commencé à se retirer mercredi. Le ministère chinois des Affaires étrangères a pour sa part déclaré

que la Chine espère que la partie indienne travaillera avec la Chine pour une rencontre à mi-chemin et pour assurer le bon déroulement du retrait. Toutefois, l'Inde n'a pas encore révélé si ses troupes ont commencé à se retirer. Le ministre de la Défense Rajnath Singh devrait informer le congrès national de la situation jeudi.

(Radio Japon international, le 11-02-2021)

En Turquie, première mise à l'eau d'un navire de surface armé sans équipage...

L'arsenal ARES et la compagnie Meteksan Defense ont développé le premier navire de surface sans équipage de la Turquie à la suite des travaux de recherches et développements menés depuis quelques années. Le navire autonome armé (SIDA) est la première plateforme de la série baptisée ULAQ dont le prototype a été achevé. Il a été mis à l'eau et a entamé sa navigation d'expérimentation. Fabriqué à base de matériaux composites, SIDA possède une autonomie de 400 kilomètres, une vitesse de 65 km/h, une capacité de vision jour et nuit ainsi qu'une infrastructure de communication nationale cryptée. SIDA pourra être utilisé depuis des engins mobiles terrestres, le centre de commandement ou des plateformes maritimes pour la réalisation des missions d'exploration, de surveillance, de renseignement, de guerre de surface, de guerre asymétrique, d'escorte armée, de protection des forces et de sécurité des sites stratégiques. Il a été équipé des missiles guidés *Cirit* et du système de missiles antichar de longue portée L-UMTAS, tous deux fabriqués par ROKETSAN. (La voix de la Turquie, le 12-02-2021)

L'armée pakistanaise a procédé à un tir d'essai du missile de croisière balistique Babur-1A...

Les militaires pakistanais ont mené ce jeudi 11 février des essais d'un missile de croisière balistique baptisé *Babur-1A*. La vidéo du test a été publiée sur le compte *YouTube* des forces armées pakistanaises. Le texte qui accompagne la vidéo indique que le missile est capable de frapper des cibles terrestres et maritimes avec une grande précision à une distance de 450 kilomètres. « Le missile a été lancé à partir d'un lanceur de missiles multitubes ultramoderne » a-t-il été précisé. Le président pakistanais Arif Alvi, le Premier ministre Imran Khan et des responsables militaires du pays ont félicité les scientifiques pour le lancement réussi du missile. Il s'agit du deuxième test de missile au Pakistan depuis début février. Auparavant, l'armée avait testé le missile balistique sol-sol *Ghaznavi*, capable de transporter des ogives nucléaires et conventionnelles jusqu'à une distance de 290 kilomètres. (*Radio Sputnik*, le 12-02-2021)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Un plan de plusieurs milliards de dollars pour renforcer les forces aériennes israéliennes...

Israël a approuvé dimanche soir un plan pour renforcer ses forces aériennes avec plusieurs milliards de dollars pour acquérir des avions de combat américains et des équipements militaires développés. La chaîne publique *KAN TV* a rapporté que la décision avait été prise avec trois ans de retard à la suite d'une réunion du cabinet de sept heures, à laquelle assistait le ministre de la Défense Benny Gantz. « L'accord de neuf milliards de dollars comprend l'achat d'hélicoptères *Chinook*, d'avions de combat F-35 et F-16, de bombes, d'armes avancées et de ravitailleurs aériens » a rapporté le même média. Le ministère des Finances s'est opposé à l'accord car Tel Aviv devra obtenir des prêts auprès des banques américaines pour financer le plan et cela signifiera une réduction du soutien annuel de Washington, selon *KAN TV*. Les États-Unis, qui sont le plus grand soutien militaire d'Israël, ont annoncé en 2018 qu'ils fourniraient une aide militaire de 38 milliards de dollars en dix ans à Tel Aviv. *(La voix de la Turquie, le 08-02-2021)*

D'anciens militaires israéliens auraient exporté sans autorisation des missiles de croisière vers un pays asiatique...

Une vingtaine de citoyens israéliens, dont des anciens responsables de l'industrie de la Défense, sont soupçonnés d'avoir mis au point, testé et vendu des missiles de croisière avancés à un pays asiatique, révèle jeudi une enquête menée par le *Shin Bet*, le service de sécurité intérieure. Ces personnes ont fait l'objet d'une enquête au cours des derniers mois et sont soupçonnées par ailleurs de blanchiment d'argent et d'avoir commis des infractions envers la sécurité de l'État en vertu de la loi sur le contrôle des exportations d'armes, détaille le communiqué de l'agence. L'investigation a également révélé que les suspects avaient reçu des instructions de la part d'entités en lien avec le pays asiatique - qui n'est pas considéré hostile à l'égard d'Israël - en échange de sommes d'argent conséquentes et de divers

avantages. « L'enquête a révélé de nombreuses informations concernant les méthodes utilisées par des corps étrangers vis-à-vis des Israéliens, y compris l'utilisation de techniques visant à dissimuler les transactions » ont expliqué la police et le Shin Bet. « Cette affaire illustre à quel point de telles transactions peuvent être préjudiciables à la sécurité nationale, et reflète la crainte que nos technologies puissent être transférées à des pays hostiles à l'égard d'Israël » ont-ils ajouté. (124News. le 11-02-2021)

... CYBERESPACE ...

L'application Clubhouse censurée par la Chine...

Clubhouse, l'application de réseau social vocal, est devenue populaire dans le monde entier. Les utilisateurs chinois pouvaient encore l'utiliser il y a peu pour parler librement de divers sujets. Il y a quelques jours, un grand nombre d'utilisateurs ont discuté de sujets tels que les camps de rééducation des Ouïgours du Xinjiang, de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong ou encore de l'indépendance de Taïwan, etc. La député du Kuomintang, Chen Yu-chen a déclaré que c'était une bonne chose pour les populations des deux côtés du détroit d'avoir des échanges complets, et elle pense que la décision du PCC de censurer cette application est peu judicieuse : « Cette action du Parti communiste chinois est peu judicieuse, car actuellement il existe peu de canaux de communication entre les deux rives du détroit, en particulier, le fossé entre les jeunes est profond. Si les jeunes de Chine continentale et les jeunes de Taïwan, ou encore de Hong Kong, Macao ainsi que les Chinois du monde entier, peuvent discuter pleinement et librement de leurs opinions sur la même plateforme, c'est bénéfique pour les uns et les autres. » Kao Hung-An, député du Parti démocrate progressiste a elle souligné que beaucoup de gens partageaient et échangeaient leurs expériences. Pour elle, la discussion entre les citoyens des deux côtés du détroit était franche et rationnelle, ce qui est d'une grande aide pour améliorer la communication et comprendre les différences de chacun. Certains sociologues et observateurs des affaires publiques soulignent qu'il s'agit d'un événement d'échanges qui peut être enregistré dans l'histoire des relations entre les deux rives du détroit. Elle regrette que la Chine réprime ainsi la liberté d'expression.

(Radio Taïwan international, le 09-02-2021)

Depuis 2019, les hackers nord-coréens auraient dérobés plus de 300 millions de dollars...

Une commission du Conseil de sécurité de l'ONU a accusé la Corée du Nord d'avoir volé, sur une période de deux ans, plus de 300 millions de dollars par le biais de cyberattaques pour financer ses programmes nucléair et de missiles. Une commission d'experts chargée de superviser les sanctions imposées à P'yongyang a indiqué dans son rapport annuel que des acteurs du cyberespace liés à la Corée du Nord avaient conduit des opérations contre des institutions financières et des centres d'échange de monnaies virtuelles. Selon le rapport, le pays aurait dérobé un total de 316,4 millions de dollars de biens virtuels entre 2019 et novembre 2020. La commission explique dans un report daté de 2019 qu'un groupe de pirates informatiques travaillant pour le Bureau nord-coréen de reconnaissance générale auraient lancé d'importantes cyberattaques. Le dernier rapport accuse en plus la Corée du Nord d'avoir importé illégalement, par transfert de bateau à bateau, du pétrole raffiné dans des quantités plusieurs fois supérieures aux limites annuelles imposées par les sanctions. (Radio Japon international, le 10-02-2021)

On en sait aujourd'hui un peu plus sur le nouveau rapport récemment présenté au Conseil de sécurité des Nations unies par le groupe d'experts de son comité qui veille au respect des sanctions imposées à la Corée du Nord. Il s'agit cette fois de la coopération entre P'yongyang et Téhéran et du piratage informatique du pays communiste. À en croire *Reuters*, le document précise que le Nord et l'Iran travaillent ensemble pour développer des missiles à longue portée et que les hackers nord-coréens continuent d'attaquer les institutions financières et les plateformes d'échange de cryptomonnaies pour financer les programmes d'armement nucléaire et balistique de leur pays. Le panel d'experts estime à un peu plus de 316 millions de dollars la somme ainsi récoltée en 2019 et en 2020. Toujours selon l'agence de presse britannique, l'ambassadeur nord-coréen à l'ONU n'a pas répondu à une demande de confirmation de la teneur du rapport.

(KBS World Radio, le 10-02-2021)

En Ukraine, arrestation de plusieurs personnes soupçonnées d'être liées à des cyberattaques ayant visé des sites français...

Depuis mardi 9 février, plusieurs individus soupçonnés d'être en rapport avec le cybergroupe criminel *Egregor* ont été interpellés en Ukraine, révèle *France Inter*. Des agents de l'Office central de lutte contre la cybercriminalité ont été en mesure de les localiser. Accompagnés de leurs collègues ukrainiens, ils ont procédé à l'arrestation de plusieurs d'entre eux. Selon le média, ces pirates sont les auteurs d'attaques survenues depuis septembre 2020 contre le quotidien *Ouest-France*, l'entreprise de jeux vidéo *Ubisoft*, ainsi que le transporteur Gefco. Leur méthode consistait à utiliser un *ransomware*, un logiciel malveillant qui prend en otage les systèmes informatiques d'une entreprise. Il diffuse ensuite un message demandant une rançon en échange de leur récupération. Les victimes ont généralement trois jours pour envoyer la somme demandée. Toujours selon la radio, les attaques par rançongiciel se multiplient depuis la crise du coronavirus avec une croissance de 255% en 2020. La dernière en date visait l'hôpital de Dax, dans les Landes, en début de cette semaine, lequel a vu son système informatique paralysé. Le parquet de Paris a ouvert une enquête. *(Radio Sputnik, le 13-02-2021)*

Le compte officiel de la délégation russe présente à Vienne bloqué par Twitter...

Twitter a bloqué le compte officiel de la délégation russe aux négociations de Vienne sur la sécurité militaire et la maîtrise des armements, fait savoir ce samedi 13 février Konstantin Gavrilov, chef de la délégation. « Le 12 février, Twitter a bloqué le compte officiel de la délégation russe aux négociations sur le contrôle des armements. Quelles en sont les raisons ? La position alternative de la Russie dans l'évaluation de la situation politique actuelle en Europe, exprimée lors du séminaire de l'OSCE sur les doctrines militaires ? Bloquer des comptes officiels qui reflètent la position de principe officielle d'un pays ou d'un autre est une censure flagrante » écrit-il sur son compte Twitter personnel. Tant que l'accès au compte de la délégation russe sera suspendu, toutes les informations seront publiées sur le compte personnel de son chef, ainsi que sur la page Facebook de la délégation, indique M. Gavrilov. (Radio Sputnik, le 13-02-2021)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence <u>www.isabel-intelligence.org</u>

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) <u>www.cf2r.org</u>

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – <u>direction@renseignor.com</u>

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry - redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement 12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris 01 53 53 15 30